

**AVEC VOUS,
ON L'OUVRE!**



Le SNUipp-FSU
vous ouvre la voix.



Déclaration du SNUipp-FSU CAPD du 1^{er} février 2016

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Dans la fonction publique, et particulièrement chez les enseignant-es du 1^{er} degré, la question salariale est plus que jamais d'actualité.

Pour la première fois depuis cinq ans, et suite aux mobilisations des agent-es, un rendez-vous salarial pour les fonctionnaires est prévu en ce mois de février.

Dans la fonction publique, pour la FSU, il faut revaloriser significativement les salaires « gelés » depuis près de 6 ans et qui diminuent même chaque 1^{er} janvier suite à la hausse des cotisations retraite, nous l'avons une nouvelle fois amèrement constaté mercredi dernier.

Dans l'éducation nationale, le SNUipp-FSU revendique l'ISAE pour tou-te-s, à parité avec l'ISOE à 1 200 euros par an et son intégration sous forme indiciaire dans le salaire, la « BISAE ». Or, pour l'heure, sur ces deux questions prioritaires pour les enseignant-es des écoles, le gouvernement n'a prévu que très peu de marges de manœuvre budgétaires.

Car, nous le savons pour l'heure, rien n'est fait :

- Dans la Fonction publique, la ministre Marylise Lebranchu continue d'entretenir le flou sur un éventuel dégel des salaires. Dans le journal *Les Échos* du 14 janvier, elle déclarait encore au sujet de l'augmentation du point d'indice : « *C'est une possibilité* ». Mais en prenant soin d'ajouter : « *On verra en fonction de la croissance, mais aussi des dépenses supplémentaires* ». Or, le sujet ne peut plus attendre. Depuis 2010, le gel du point d'indice a conduit à une perte moyenne de 190 euros par mois pour un professeur des écoles au 8^{ème} échelon.
- Dans l'Éducation nationale, la ministre Najat Vallaud-Belkacem n'a toujours pas acté le principe d'égalité de l'indemnité des enseignants du primaire avec celle du second degré. 200 euros annuels, ce serait l'augmentation « fracassante » qui pourrait être attribuée à l'ISAE d'après l'étude du budget 2016. Ce n'est pas un courrier ministériel sur cette question que les enseignants attendent, mais bien une concrétisation « sonnante et trébuchante ».

Il est temps de mettre fin à cette inégalité et d'enrayer le déclassement salarial des enseignants français du primaire.

Transformons notre travail : du temps, de la confiance et des moyens pour la réussite des élèves

Ce « toujours plus » qui nous est demandé avec toujours moins de temps, avec notamment les 108H qui explosent, et sans les moyens nécessaires, et ce sentiment de ne pas pouvoir tout faire pour la réussite de nos élèves ne sont pas tolérables.

Effectifs par classe, manque de RASED et manque d'AVS, multiplication des demandes assignées à l'école, temps personnel - y compris pour préparer la classe - de plus en plus réduit depuis les nouveaux rythmes... **notre charge de travail explose.**

Renforcement du contrôle et des injonctions hiérarchiques, multiplication des tâches administratives : notre professionnalité tout comme l'autonomie pédagogique des équipes sont niés.

**AVEC VOUS,
ON L'OUVRE!**



Le SNUipp-FSU
vous ouvre la voix.



- **Alors oui**, il nous faut un budget autrement plus ambitieux ;
- **Alors oui**, il est temps de nous faire confiance et de nous considérer comme des professionnels à part entière ;
- **Alors oui**, il est indispensable de nous donner le temps de faire correctement et sereinement notre travail !

Faire avancer tous les élèves sur le chemin de la réussite nécessite des transformations ambitieuses de nos conditions d'exercice du métier et l'amélioration de nos conditions de travail. Cela passe pour commencer par :

- La mise à notre libre disposition des 108 heures hors du contrôle de la hiérarchie et l'arrêt des APC ;
- Une formation continue renouvelée et inscrite sur le temps de classe ;
- Des moyens pour réduire le nombre d'élèves par classe et des moyens spécifiques pour la prise en charge du handicap et pour l'aide aux élèves en difficulté.

C'est sur ces arguments et revendications que le SNUipp-FSU a lancé une campagne depuis la rentrée. Vendredi en fin d'après-midi une pétition nationale sur ces préoccupations a été lancée. Ce matin elle recueille déjà plus de 16 000 signatures... C'est dire si ces questions sont prioritaires et le malaise important dans la profession.